[Ce texte est la version acceptée pour publication de : Olivier Richard, « Le serment comme technique de gouvernement dans les villes du Rhin supérieur la fin du Moyen Âge », in : *Gouverner les hommes, gouverner les âmes. XLVI^e Congrès de la SHMESP (Montpellier, 28-31 mai 2015)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 199-211.]

Le serment comme technique de gouvernement dans les villes du Rhin supérieur la fin du Moyen Âge¹

Le 28 mars 1411, le bourgmestre et le conseil de la ville de Bâle écrivent à leur bourgeois Jakob Zybol l'avertissement suivant : « nous t'envoyons notre salut amical, te souhaitons tout de bon, et te rappelons par cette lettre au serment que tu nous as prêté de nous obéir dans les huit jours ». Zybol avait apparemment enfreint la règle qui interdisait aux bourgeois de quitter la ville sans se présenter auparavant devant le Conseil, et qui les obligeait à recourir exclusivement à la juridiction urbaine. Les autorités bâloises continuent : « tu sais bien que tu as juré en personne, sur les saints, de ne pas nous retirer ni ta personne ni tes biens »².

Cette citation est typique de ce que les historiens pensent du serment à la fin du Moyen Âge : il était utilisé, au XV^e siècle, comme moyen de contrainte, de discipline. C'est tout l'objet du livre de Paolo Prodi sur le serment politique³. La grande question qui l'anime est de savoir qui réussit à contrôler le serment, à obtenir le monopole de son utilisation, l'Église, les États naissants, les villes. Le corollaire de cette évolution du serment comme pur instrument d'assujettissement est son déclin, à partir du milieu du XV^e jusqu'au XVII^e siècle : certes, les détenteurs de pouvoir exigeaient de plus en plus souvent de leurs sujets ou administrés qu'ils leur jurent fidélité, mais puisque ces serments étaient contraints, leur efficacité était faible et ils ne pouvaient plus fonder la relation entre gouvernants et gouvernés⁴.

Pourtant, le serment n'est pas en soi seulement un instrument de contrainte. Par serment, on entend « l'énonciation d'une parole dont la véracité est garantie par l'invocation explicite ou implicite d'une puissance supérieure » ; il est aussi un rituel qui met en jeu un ou des jureurs, un ou des jurataires, des spectateurs qui en sont aussi les garants. Il garantit la vérité ou il atteste la foi. Il dépend alors de ce qu'en font ses divers acteurs : il peut être instrumentalisé pour assujettir, mais aussi pour donner confiance dans les relations sociales, c'est-à-dire comme outil de dialogue ou de ce qui a été récemment nommé l'échange politique⁵. Nicolas Offenstadt a ainsi parlé à propos des serments de paix de la guerre de Cent ans du « serment comme processus »⁶.

C'est cette question de l'utilisation du serment comme instrument de contrainte ou comme outil de l'échange politique, qui sera l'objet des pages suivantes. Les villes du Rhin supérieur, c'est-à-dire du sud-ouest du saint Empire, dans un long XV^e siècle poussant jusque 1550, constituent le terrain de cette enquête. En effet, les villes s'y constituent de plus en plus en « autorités », en seigneurs de leurs bourgeois, c'est-à-dire que l'on s'éloigne alors de la ville comme conjuration de bourgeois au profit d'un modèle où le Conseil se présente comme le « seigneur naturel » de ses habitants⁷. De plus, la région est au XV^e siècle celle de toutes les innovations : humanisme rhénan, fondation d'universités à Bâle et Fribourg-en-Brisgau, mais aussi territorialisation et discussions sur la réforme du Saint-Empire. Enfin, c'est une région importante pour la Réforme de l'Église, avec les conciles de Constance puis de Bâle, et finalement de la Réformation ou réforme protestante. J'ai ainsi sélectionné quatorze villes, de taille variée, de statut politique différent, avec en particulier des villes bénéficiant

¹ Cet article est un aperçu du mémoire inédit de mon dossier d'habilitation, soutenue en novembre 2015 devant l'université Paris-Sorbonne sous le titre « Serment et gouvernement dans les villes du Rhin supérieur à la fin du Moyen Âge », auquel nous nous permettons de renvoyer. Les notes de bas de page ont été limitées au strict minimum.

² Bâle, Staatsarchiv des Kantons Basel-Stadt, Politisches A 1, Missivenkonzepte (1409 oct. 12-1413 déc. 18), fol. 190 (28 mars 1411) : *unsern frömelichen grüß und alles güt und manent dich mit disem brieff dins eydes, so du uns gesworn hast, daz du in disen nehsten acht tagen nach dirre manunge dich har zu uns fugest (...)* ; *so weist du auch wol, daz du liplich zen heiligen gesworn hast, din lip noch din güt von uns nit ze empfindende (...)*.

³ P. PRODI, *Il sacramento del potere. Il giuramento politico nella storia costituzionale dell'Occidente*, Bologne, 1992.

⁴ Sur le serment à la fin du Moyen Âge, voir en plus de P. Prodi L. KOLMER, *Promissorisches Eide im Mittelalter*, Kallmünz, 1989, et A. HOLENSTEIN, *Die Huldigung der Untertanen : Rechtskultur und Herrschaftsordnung (800-1800)*, Stuttgart, 1991.

⁵ *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, dir. P. BOUCHERON, N. OFFENSTADT, Paris, 2011.

⁶ N. OFFENSTADT, *Faire la paix au Moyen Âge*, Paris, 2007, p. 257-274.

⁷ E. ISENMANN, « Die städtische Gemeinde im oberdeutsch-schweizerischen Raum (1300-1800) », *Landgemeinde und Stadtgemeinde in Mitteleuropa*, dir. P. BLICKLE, A. HOLENSTEIN, Munich, 1991, p. 191-262, ici p. 197.

de l'immédiateté d'Empire, c'est-à-dire théoriquement d'une large autonomie, et des villes seigneuriales⁸.

La question de savoir si le serment était employé par les cités du Rhin supérieur comme outil d'assujettissement ou comme pratique de l'échange politique sera abordée d'abord dans la perspective du rituel, puis en considérant ce que l'on pourrait nommer la culture juratoire, c'est-à-dire les modèles auxquels les villes pouvaient se référer dans leur utilisation du serment, enfin en étudiant ce que l'utilisation accrue de l'écrit changea dans l'administration du serment.

1. Le serment comme rituel de l'échange politique

Le serment a une forte dimension rituelle, il n'est pas seulement paroles, mais aussi gestes, qui possèdent une valeur performative, c'est-à-dire qui transforment le statut des acteurs et ne sont pas de simples mises en scène d'un ordre déjà établi : ils contribuent à créer cet ordre.

1.1. L'iconographie : la campagne soumise vs. la ville de l'alliance et de l'écrit

Il existe une riche iconographie du serment issue des villes du Rhin supérieur au XV^e et au début du XVI^e siècle, en particulier issue de manuscrits. Ces images permettent de voir comment un appareil gestuel du serment se constitua et se stabilisa au XV^e siècle, au moins dans les représentations iconographiques. Contentons-nous ici de souligner la différence de traitement entre le serment en ville et dans l'arrière-pays, en utilisant les fameuses chroniques illustrées du Bernois Diebold Schilling l'Ancien, datant des années 1480, et de son neveu Diebold Schilling le Jeune, de Lucerne, achevée en 1513 : toutes deux sont des œuvres sinon commandées par le Conseil de la ville, du moins issues d'un milieu très proche du Conseil⁹.

Les représentations de serments prêtés dans un milieu rural les figurent pratiquement toujours dans un contexte guerrier, et les serments y représentent toujours la soumission après la conquête, comme sur la miniature, chez Diebold Schilling l'Ancien, où les Autrichiens envahissent le pays de Sargans près de Vaduz¹⁰. La soumission est suggérée par une verticalité très forte, accentuée par le fait que les Autrichiens sont à cheval, lances dressées ; les habitants de Sargans se découvrent et lèvent la main droite. Il s'agit ici d'un épisode de la guerre entre l'Autriche, à laquelle s'est jointe Zurich, et la Confédération, dans les années 1440¹¹. Mais on trouve la même configuration pour représenter le serment de fidélité prêté par la vallée du Hasli, dans l'Oberland bernois, à la ville de Berne en 1334, dans un autre manuscrit du même Diebold Schilling l'Ancien. À nouveau, des hommes armés, lances dressées, font face à des jureurs désarmés se soumettant. Or si le Hasli fut bien cette année-là intégré au territoire bernois, cela advint à la suite de négociations, et non pas d'une conquête militaire¹². Mais tout se passe comme si dans les représentations urbaines la campagne était le monde de la domination par la force et non pas de l'échange politique.

C'est tout différent en ville : les représentations des serments y mettent en avant non pas la domination par la force, mais par le consentement, et un ordre reposant sur l'écrit. Très souvent, ce sont les alliances entre les villes qui sont représentées, comme lors de l'adhésion de Bâle à la Confédération en 1501¹³. L'assermentation a lieu sur la grand-place de la ville, les armes sont discrètes, et l'on peut voir des délégués qui jurent sans contrainte. De plus, la perspective choisie place le lecteur de la chronique derrière les jureurs, qui apparaissent de dos, comme s'il se joignait à eux, si bien qu'il peut s'identifier à eux¹⁴. Certes, la domination est figurée par l'estrade sur laquelle sont juchées les autorités, ou par les têtes découvertes des jureurs, mais elle est beaucoup plus douce, pacifique, consensuelle qu'à la campagne. Enfin, l'ordre urbain s'appuie sur l'écrit : sur presque toutes

⁸ Ammerschwihl, Bâle, Berne, Colmar, Constance, Fribourg-en-Brigau, Fribourg en Nuithonie, Kaysersberg, Lucerne, Mulhouse, Munster, Sélestat, Strasbourg, Zurich.

⁹ Sur ces chroniques et leurs auteurs, voir notamment R. SCHMID KEELING, *Geschichte im Dienst der Stadt : amtliche Historie und Politik im Spätmittelalter*, Zurich, 2009.

¹⁰ Berne, Burgerbibliothek, Mss.h.h.I.2, p. 251 – DIEBOLD SCHILLING L'ANCIEN, *Amtliche Berner Chronik*, vol. 2, consultable en ligne : <http://www.e-codices.unifr.ch/fr/list/one/bbb/Mss-hh-I0002/251> [06.11.2015].

¹¹ M. ILLI, « Zurich, guerre de », *Dictionnaire Historique de la Suisse*, en ligne : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F8877.php>, mis en ligne en 2015 [06.11.2015].

¹² Berne, Burgerbibliothek, Mss.h.h.I.16, p. 198 – DIEBOLD SCHILLING L'ANCIEN, *Spiezer Chronik*, consultable en ligne, <http://www.e-codices.unifr.ch/fr/list/one/bbb/Mss-hh-I0016/198> [06.11.2015].

¹³ Lucerne, Korporation Luzern, S 23 fol., S. 280 – DIEBOLD SCHILLING LE JEUNE, *Eidgenössische Chronik*, consultable en ligne, <http://www.e-codices.unifr.ch/de/kol/S0023-2/427> [06.11.2015].

¹⁴ J. Rauschert, *Herrschaft und Schrift*, Berlin-New York, 2006, p. 221.

les représentations iconographiques de serments urbains est figuré un document écrit, cahier ou, plus souvent, charte munie de sceaux, lu en public par le secrétaire.

Les sources iconographiques urbaines – qui bien sûr s'insèrent dans une stratégie médiatique de légitimation du pouvoir – montrent donc le serment urbain non pas comme une soumission, mais comme un engagement consenti, et un échange entre autorités et gouvernés.

1.2. Des rituels négociés : hommages et Jours du serment

Les grandes cérémonies d'assermentation urbaines, dont les séquences rituelles sont bien connues, témoignent également d'un échange entre jurataires et jureurs¹⁵.

C'est le cas d'abord des hommages des villes à leur seigneur, ou au roi dans le cas des villes impériales. Tout est objet de négociation, à commencer par l'opportunité de jurer ou non. Colmar, en 1492, refuse de prêter serment au roi Maximilien, parce que son père, l'empereur Frédéric III, auquel elle a prêté hommage cinquante ans plus tôt, est toujours en vie. Maximilien est accueilli avec faste par la ville, mais sans serment¹⁶. Les modalités du serment sont également négociées, c'est-à-dire les termes employés dans la formule, l'ordre des séquences (la ville jure-t-elle avant ou après que le renouvellement des franchises par le seigneur ?), ou le lieu de l'assermentation. Les villes de la région s'envoient des lettres pour s'informer mutuellement de ce qui a été exigé par le seigneur et de ce qu'elles ont fait¹⁷. Ces négociations expliquent que les chartes réversales émises par le bailli royal aux villes d'Alsace soient très différentes d'une ville impériale à l'autre : Colmar jure avant que le bailli royal ne promette de respecter les franchises, Mulhouse après, alors même que les deux villes partagent le statut de villes impériales¹⁸.

Les Jours du serment (*Schwörtage*) sont également sinon négociés, en tout cas l'occasion d'un échange. Il s'agit cette fois-ci non plus au premier chef de serments prêtés par la ville au seigneur, mais de l'assermentation annuelle de l'ensemble des bourgeois, à l'occasion de l'élection du Conseil. Ce dernier avait beau punir sévèrement l'absence à cette grand-messe civique, exiger des bourgeois qu'ils dénoncent leurs voisins réfractaires dans l'assemblée, ou interdire toute expression libre, il était malgré tout obligé, pour faire entériner l'élection, de donner la parole aux bourgeois, avec le risque qu'ils la prennent vraiment : ce rituel de consensus n'étouffait pas tout échange¹⁹. Malgré des ordonnances sévères, des incidents, des contestations se produisent.

La ville médiévale est une « société jurée » (P. Prodi), avec un continuum entre les grands serments collectifs dont il vient d'être question et les serments plus quotidiens, que l'on prêtait dans son corps de métier ou lors d'une entrée en office²⁰. Les négociations et les conflits autour des serments montrent d'abord que le serment était bien vivant au XV^e siècle, qu'il n'était pas une pure routine ou une pratique fossilisée. D'autre part, l'omniprésence du serment en milieu urbain ne doit pas faire croire que son usage était une spécificité urbaine, à cause de l'origine de la ville comme conjuration lors des mouvements communaux. Au contraire, les autorités urbaines se nourrissaient d'une culture du serment vivace dans l'Église, mais aussi au sommet de l'Empire ou dans l'administration des États princiers, car le serment était « à l'articulation du droit, de la politique et du religieux ».

2. Les villes et la culture du serment

Il faudrait ici traiter de la pénétration du droit romain et de l'influence du discours théologique sur les pratiques juratoires²¹. On doit cependant se contenter d'évoquer la dimension religieuse du serment

¹⁵ Voir notamment D. POECK, *Rituale der Ratswahl. Zeichen und Zeremoniell der Ratssetzung in Europa (12.-18. Jahrhundert)*, Cologne, 2003.

¹⁶ Voir le récit contemporain de sa visite transcrit par K. ALBRECHT, *Deutsche Könige und Kaiser in Colmar (Friedrich III., Maximilian I. und Ferdinand I.) nach gleichzeitigen Aufzeichnungen im Colmarer Stadtarchiv*, Colmar, 1883, p. 16-17.

¹⁷ G. J. SCHENK, *Zeremoniell und Politik : Herrschereinzüge im spätmittelalterlichen Reich*, Cologne, 2003, p. 232.

¹⁸ Voir par exemple le cas de l'hommage à Philippe, comte palatin et grand-bailli d'Alsace, en 1486 : Mulhouse, AM, documents isolés n° 2401 ; Colmar, AM, BB 44, p. 44-45.

¹⁹ Pour une idée similaire appliquée à un tout autre contexte, voir E. FLAIG, « L'assemblée du peuple à Rome comme rituel de consensus. Hiérarchie politique et intensité de la volonté populaire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 140 (décembre 2001), p. 12-20.

²⁰ Voir le dossier *Le serment dans les villes du bas Moyen Âge*, dir. L. BUCHHOLZER-REMY, F. LACHAUD, *Histoire urbaine*, 39 (2014).

²¹ I. ROSIER-CATACH, *La parole efficace*, Paris, 2004 ; A. BOUREAU, I. ROSIER-CATACH, « Droit et théologie dans la pensée scolastique. Le cas de l'obligation et du serment », *Revue de synthèse*, 129 (2008), p. 509-528, ainsi que les nombreux travaux de Corinne Leveleux-Teixeira, notamment C. LEVELEUX-TEIXEIRA, « Des serments collectifs au contrat politique ?

à travers l'idée de sacralisation du pouvoir, puis des effets d'imitation entre les serments à la tête de l'Empire et les assermentations urbaines.

1. Le modèle de l'Église : serment et sacralisation du pouvoir

Le serment touche au sacré puisqu'il est prêté en invoquant Dieu, et l'on sait avec Paolo Prodi que l'Église s'efforça de contrôler le serment, sans y parvenir toutefois.

Les serments étaient largement pratiqués dans l'administration de l'Église : dans les établissements ecclésiastiques, tout office donnait lieu à un serment. Il existe ainsi un livre de serments de la cathédrale de Tournai de la seconde moitié du XIV^e siècle, et, dans le Rhin supérieur, d'assez nombreuses collections de serments issues de chapitres ou de monastères, mais plus tardives²². On trouve surtout les serments dans les universités de Bâle et de Fribourg-en-Brisgau, toutes deux fondées vers 1460. Or l'on sait combien elles étaient étroitement liées au Conseil et que la circulation des personnes entre l'université et les autorités urbaines, qui employaient des juristes comme « conseillers juridiques », favorisaient la reprise des pratiques d'une sphère à l'autre²³.

Surtout, les autorités urbaines s'emparent du serment dans le cadre de ce que l'on a appelé, à tort ou à raison, la religion civique, comme instrument de légitimation. Théoriquement, c'est à l'Église que revient la juridiction sur le parjure, puisqu'il offense Dieu. De fait, un pêcheur (*fischer*) de Berne, accusé de parjure pour avoir violé le statut de son métier, en 1474, est remis à l'évêque, qui l'envoie demander l'absolution à Rome. Mais ce cas est exceptionnel. En règle générale, ce sont bien les Conseils qui punissent le non-respect du serment, de même qu'ils répriment l'adultère, la beuverie ou le blasphème. Dès le début du XV^e siècle, un texte circule dans les villes de l'espace suisse, qui rappelle au jureur ce qu'il risque s'il viole son engagement juré : l'enfer. En effet, le serment invoque la Trinité, dit cet *Avertissement*, avec le geste de lever les trois doigts, qui représentent le Père, le Fils et le Saint-Esprit, tandis que l'annulaire représente l'âme et l'auriculaire, parce qu'il est le doigt le plus faible, le corps. Il ne s'agit là pas seulement pour les autorités urbaines d'utiliser la religion pour imposer l'obéissance : l'*epistola dedicatoria* du premier livre de serments de Bâle, datant de 1534, affirme qu'un Conseil qui ne punirait pas le parjure attirerait la colère divine sur l'ensemble de la cité²⁴.

2. Une pratique de la contractualité : la constitution de l'Empire et les serments urbains

Même si le souverain n'avait pas dans l'Empire la place qu'il pouvait occuper en France, les rapports qu'il entretenait avec ses vassaux, ses états ou ses sujets constituaient tout de même un modèle de l'échange politique, dont le serment était un élément essentiel. Il apparaît ainsi dans la *Bulle d'Or*, texte au statut quasiment constitutionnel de 1356, par lequel le problème de l'élection du roi fut réglé²⁵. Il y est beaucoup question de serment, surtout celui des princes-électeurs avant qu'ils procèdent à l'élection. Après avoir assisté à la messe, ils juraient, désarmés, sur l'évangile de Jean, d'élire le candidat le plus apte, en conscience, sans corruption. Or les serments des électeurs des Conseils urbains sont attestés partout au XV^e siècle, et insistent largement sur la conscience et le rejet de la corruption. Surtout, la *Bulle d'Or* consacre le pouvoir des Princes-Électeurs en leur accordant des privilèges politiques considérables, tout en les obligeant à jurer : la notion de contrat est essentielle. Le serment du roi lui-même n'est pas évoqué, car il jurait non pas au moment de son élection, mais lors de son couronnement. Il n'en était pas moins un « roi lié »²⁶.

(début du XV^e siècle) », *Avant le contrat social. Le contrat politique dans l'Occident médiéval XIII^e-XV^e siècle*, dir. F. FORONDA, Paris, 2011, p. 269-289.

²² *Quand clercs, échevins, maîtres d'école... prêtaient serment : édition du livre des serments (XIV^e – XVII^e siècles) de la Cathédrale de Tournai*, éd. M. BELIN, J. PYCKE, Tournai, 2010. Pour le Rhin supérieur, voir par exemple Strasbourg, Arch. Dép. du Bas-Rhin, 2 B 61/32, formules juratoires de l'abbaye de chanoinesses de Saint-Étienne de Strasbourg, XV^e siècle.

²³ Ulrich Zasius représente un cas exemplaire, voir *infra*, partie 3.1.

²⁴ Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à O. RICHARD, « Le citoyen assermenté. Le serment comme instrument d'encadrement de la population urbaine, XV^e-XVI^e siècles (Bâle, Berne, Lucerne, Zurich) », *Religion et pouvoir. Citoyenneté, ordre social et discipline morale dans les villes suisses (XV^e-XVIII^e siècles)*, dir. M. CAESAR, M. SCHNYDER, Neuchâtel, 2014, p. 93-115, ici p. 103-104.

²⁵ Le texte est édité dans *Dokumente zur Geschichte des Deutschen Reiches und seiner Verfassung : 1354-1356*, éd. W. FRITZ, Weimar, 1978-1992, (MGH, Constitutiones et acta publica imperatorum et regum, 11), p. 535-633.

²⁶ L'expression est de C. PÉNEAU, « Le roi lié : le serment royal en Suède d'après les lois du XIV^e siècle », *Oralité et lien social au Moyen Âge (Occident, Byzance, Islam) : parole donnée, foi jurée, serment*, dir. M.-F. AUZÉPY, G. SAINT-GUILLAIN, Paris, 2009, p. 187-209.

Il n'est pas sûr que la *Bulle d'Or* ait directement influencé les gouvernements urbains, mais d'autres textes, notamment des traités sur la réforme de l'Empire, insistent aussi sur le rôle du serment pour fonder le contrat entre gouvernants et gouvernés²⁷. Cette idée traverse également les collections de serments urbains. Le graphique n° 1 figure l'engagement à l'obéissance (*gehorsam*) et à la fidélité (*triuwe*, allemand moderne *Treue*) dans les formules juratoires des autorités urbaines, bourgmestre et Conseil, comme des bourgeois (commun) et des non-bourgeois (ici les compagnons de métier)²⁸.

Graphique n° 1 – Obéissance (*gehorsam*) et fidélité (*triuwe*) dans les formules juratoires

On note que les habitants de la ville s'engagent le plus souvent auprès des autorités urbaines, et non du seigneur. Bourgeois comme compagnons jurent d'abord obéissance. En échange, le bourgmestre comme le Conseil ne jurent pas obéissance, sauf, rarement, au seigneur – ou au roi ou son bailli, selon les cas –, mais plutôt fidélité. Cette fidélité n'est pas due aux bourgeois du commun, mais à la ville, comme entité abstraite, même si les formules juratoires disent parfois « à la ville et aux siens ». L'échange n'est donc certes pas égal, mais la multiplicité des liens presque tous azimuts exprime tout de même qu'il y a échange, contrat. Cet échange fut nécessairement affecté par un changement considérable dans la gestion du serment au XV^e siècle, la généralisation de l'écrit.

3. Serment et scripturalité

En Allemagne du Sud, l'écrit ne pénètre dans l'administration urbaine de façon accrue qu'au XIV^e siècle seulement, si l'on prend comme critère par exemple la réalisation de registres municipaux, ou « livres du Conseil » (*Ratsbücher*). Cette généralisation de l'écrit n'affecte le serment qu'au XV^e siècle. La plupart des villes du corpus réalisent alors des « livres de serments », c'est-à-dire des registres spécialisés qui rassemblent les formules de serments prêtés à la ville, au Conseil, aux corps de métiers, par des élus, officiers, bourgeois ou manants, du bourgmestre aux sages-femmes et du contrôleur de la viande au tenancier du bordel municipal. Le serment est d'abord oralité et ritualité : quels changements cette scripturalité accrue induit-elle sur les pratiques juratoires, si l'on part du principe, avec Pierre Chastang, que « l'écriture n'asservit pas ; elle ne libère pas davantage »²⁹ ?

²⁷ Voir notamment le « Révolutionnaire du Rhin supérieur » anonyme, *Das buchli der hundert capiteln mit xxxx statuten*, éd. K. H. LAUTERBACH, Hanovre, 2009 (MGH – Staatsschriften des späteren Mittelalters, 7), p. 79 et 129 notamment.

²⁸ Il faut par exemple lire que le commun jure obéissance au Conseil dans onze villes sur les quatorze du corpus, et dans quatre seulement obéissance au seigneur de la ville.

²⁹ P. CHASTANG, *La ville, le gouvernement et l'écrit à Montpellier (XII^e-XIV^e siècle)*, Paris, 2013, p. 41. Nous renvoyons à sa présentation bibliographique du vaste champ de recherche sur la scripturalité urbaine. Voir également sur ce point

3.1. La circulation des serments

Avec les livres de serments, les formules à jurer circulent. Elles voyagent d'abord avec leurs concepteurs ou copistes, les secrétaires de villes ou leurs adjoints. Le secrétaire de Fribourg-en-Brisgau Ulrich Zasius par exemple, secrétaire de Fribourg-en-Brisgau en 1494, qui composa cette année-là le premier livre de serments de la cité, venait de Constance, où il fut formé à l'école cathédrale, puis alla à l'université de Tübingen, fut notaire impérial, secrétaire à Baden, près de Zurich, avant d'exercer la même fonction à Fribourg, puis de devenir professeur à l'université de ce lieu. Il écrivait des rapports d'expertise juridique pour des villes, des princes, des institutions ecclésiastiques, rédigea finalement le nouveau droit de Fribourg en 1520 : il représente un cas typique de la circulation des pratiques du serment entre Église, administration princière et ville³⁰. Les formules juratoires passent donc d'une ville à l'autre, même si elles ne sont presque jamais reprises mot pour mot, chaque ville cultivant son style, qui devient un élément de son identité propre.

Les formules circulent également à l'intérieur de la ville : à la fin du XV^e siècle se diffuse l'usage non seulement de les lire aux officiers, mais aussi de leur en donner une copie écrite. Certes, il s'agit là d'une mesure de discipline, nul n'étant dès lors censé ignorer ce qu'il a juré. L'écrit était cependant également utilisé comme protection, les bourgeois ou autres jureurs prenant connaissance à l'avance de ce à quoi ils allaient s'engager lors de l'assermentation³¹.

3.2. Usages des livres de serments

À quoi servaient les livres de serments ? Dans les années 1990, les historiens de l'équipe de Hagen Keller travaillèrent sur les livres de statuts des villes d'Italie du Nord, datant du XIII^e siècle, qui contiennent beaucoup de serments. Leur idée était qu'on avait affaire à une première mise par écrit de serments jusqu'alors purement oraux, correspondant aux balbutiements de l'administration écrite³². Or il n'en va pas de même ici, car les livres de serments ne sont pas du tout les premiers registres municipaux spécialisés, mais tardifs, et les serments qui y sont copiés sont souvent déjà attestés dans d'autres sources telles que les registres de délibérations du Conseil.

T. BRUNNER, *Douai, une ville dans la révolution de l'écrit au XIII^e siècle*, thèse de doctorat inédite, université de Strasbourg, 2014.

³⁰ K. H. BURMEISTER, « Zasius, Ulrich », *Deutscher Humanismus 1480-1520 : Verfasserlexikon*, dir. F. J. WORSTBROCK, Berlin, 2005-2015, 3 vol., ici vol. 2, col. 1421-1446.

³¹ Les chanoines de la cathédrale de Bâle, sommés en 1525 de prêter le serment de bourgeoisie, demandent « que l'on leur fournisse une copie de celui-ci, pour qu'ils puissent prendre connaissance de son contenu et savoir comment agir en conséquence » (*Aktensammlung zur Geschichte der Basler Reformation in den Jahren 1519 bis Anfang 1534*, éd. E. DÜRR, P. ROTH, Bâle, 1921-1950, 6 vol., ici vol. 1, p. 232).

³² *Statutencodices des 13. Jahrhunderts als Zeugen pragmatischer Schriflichkeit. Die Handschriften von Como, Lodi, Novara, Pavia und Voghera*, dir. H. KELLER, J. BUSCH, Munich, 1991.

Graphique n° 2 – Les registres de la ville de Berne, 1375-1550

Le graphique n° 2 figure les différents registres de la chancellerie de Berne, avec leur date de création et la période durant laquelle ils furent utilisés. Le premier livre de serments (*Eidbuch*) date de 1481, il est remplacé dès 1492, puis en 1532. Les serments qu'il contient sont pour une grande part déjà copiés dans le registre municipal (*Stadtbuch*) de 1436 et dans les listes d'élus (*Burgerrödel*) attestées à partir de 1435. Ces livres de serments ne sont donc pas une mise par écrit de formules jusqu'alors transmises seulement à l'oral, mais s'intègrent dans une scripturalité très différenciée.

Ils sont parfois des instruments pour les assermentations : la scripturalisation ne remplace pas les rituels, mais au contraire les sert. C'est le cas à Constance ou à Fribourg, en Suisse, où les livres de serments contiennent non seulement les formules juratoires elles-mêmes, à la deuxième personne du pluriel : « vous allez jurer de », mais aussi le texte des lois les plus importantes de la ville, que l'ensemble de la communauté devait jurer le jour de l'assermentation du Conseil, juste après son élection.

Les livres de serments apparaissent également comme des médias du pouvoir, servant à glorifier la puissance des autorités. Les premiers, datant de la première moitié du XV^e siècle, sont disparates, écrits sans soin, souvent sans reliure ; mais ceux qui sont composés plus tard sont souvent beaux, parfois munis d'une belle reliure, d'un prologue ou de rubriques³³.

Enfin, plus l'on avance dans le XV^e siècle, plus les livres de serments sont constitués comme une cartographie de l'administration urbaine. Les formules sont plus nombreuses, ce qui reflète l'augmentation du nombre d'officiers et leur spécialisation ; alors que les premiers livres sont réalisés sans ordre, ceux de la fin du XV^e siècle commencent à avoir une table des matières, parfois organisée en grands domaines administratifs, comme à Bâle en 1534, avec les serments liés à la monnaie, puis à la viticulture, enfin au tribunal. Ici, l'écrit n'est plus seulement au service des rituels, il connaît une dynamique propre, de rationalisation ou de bureaucratisation.

³³ Par exemple Constance, Stadtarchiv, A III 1 (1460) ou Bâle, Staatsarchiv, Ratsbücher K 4 (1534).

Conclusion

En deux mots, qui manqueront forcément de nuances : le serment, tel qu'il est utilisé comme technique de gouvernement par les villes du Rhin supérieur, n'est aucunement un outil vieilli, anachronique, qui perdrait de sa vigueur au XV^e siècle, parce qu'il serait devenu un pur instrument de discipline ou de contrainte. Au contraire, il apparaît comme élément important de la culture politique, renouvelée par les usages de l'écrit, une culture politique qui dépasse la ville, où conflits et rapports de forces ne manquent pas, mais caractérisée par l'échange.